

L'Humain d'abord à Fonsorbes

les amis du
**FRONT
DE GAUCHE**
de l'ouest toulousain
COMITE DE VILLE DE FONSORBES



Dossier page 2
ZOOM SUR...
Le BUDGET



ÉDITO :

Démocratie et justice sociale, au-delà des promesses

On ne le dira jamais assez : la démocratie, ce n'est pas juste autoriser les citoyens à voter de temps en temps, surtout lorsque les élus ne respectent pas leurs promesses de campagne. Et en la matière, on ne compte plus les trahisons de Hollande, de son gouvernement et des acteurs politiques qui le soutiennent encore. Après s'être fait élire sous les couleurs de la gauche en se prétendant les « ennemis de la finance », jamais un gouvernement n'aura autant fait pour satisfaire le MEDEF et l'oligarchie financière.

Dernier épisode en date : le projet de loi « El Khomri » qui veut livrer les salariés au bon plaisir de leurs employeurs et de l'appétit des actionnaires. Sous prétexte de vouloir inverser la fameuse courbe du chômage, il s'agit de pouvoir licencier les salariés plus facilement (allez comprendre !), de contourner les syndicats et les lois pour laisser les salariés sans protection face au chantage du chômage et de la précarité, etc., etc. La liste est longue des reculs sociaux que cette loi contient.

Nous nous réjouissons que tant de citoyens de ce pays se mobilisent pour dire stop ! Salariés, chômeurs, précaires, étudiants, lycéens se lèvent pour refuser le seul horizon qu'on leur propose : toujours plus de précarité et de souffrance sociale. Mais rien n'est encore gagné, et c'est tous ensemble que nous devons continuer et amplifier la mobilisation en participant massivement aux grèves et manifestations du 28 avril pour exiger et obtenir le retrait de cette loi scélérate.

Au-delà, tant d'injustice sociale et de mépris de la démocratie appelle des réponses plus globales. C'est ce qu'ont bien compris les participants aux « Nuit Debout » à Paris comme un peu partout en France (dont Toulouse, Cazères, Saint-Gaudens, l'Isle-Jourdain, Auch). Les citoyens s'y rencontrent, dans le respect de chacun, pour échanger sur ce qu'ils vivent et réfléchir ensemble à un après. Des lieux où, malgré les violences policières qui se multiplient sous couvert de l'État d'urgence, l'humain reprend ses droits, la démocratie se réinvente, l'espoir renaît. Il est trop tôt pour savoir ce qui en sortira, mais cette nouvelle forme de mobilisation citoyenne mérite tout notre intérêt et notre sympathie, malgré les désinformations qui fusent dans les médias à ce sujet.

Pendant ce temps, à Fonsorbes, les promesses de « démocratie participative » de 2014 ont fait long feu. Sans revenir sur l'épisode malheureux des stèles, les faits sont là. Les fonsorbais qui se sont impliqués dans les « conseils participatifs » sont amers, constatant qu'ils sont rarement entendus et bien peu consultés. La nouvelle communauté d'agglomération se décide dans les salons sans aucune consultation de la population. Les employés municipaux sont forcés de recourir à la grève pour se faire entendre et se voient imposer des mesures aussi injustes qu'inefficaces. Et il apparaît clairement que même les conseillers municipaux de la majorité ont quelques raisons de se plaindre d'une gestion de la commune bien peu collective.

Nous encourageons les élus comme tous les fonsorbais à se mêler aux « Nuit Debout » : nul doute qu'ils y observeront une toute autre approche de la participation citoyenne et du dialogue social.

EL KHOMRI : UN ESPOIR POUR LES SEUNES



Nuit Debout sur internet : <http://nuitdebout.fr>

À Paris (en direct le soir depuis la place de la République) :

- TV Debout : <http://tvdebout.fr>
- Radio Debout : <http://radiodebout.org>

et à Toulouse (place du Capitole) :

- site : <http://nuitdebouttoulouse.fr>
- facebook : <http://www.facebook.com/NuitDeboutToulouse>

Le conseil municipal du mercredi 13 avril a voté le budget de la commune. En préalable, les comptes 2015 ont été clôturés. Il s'en dégage un résultat positif de plus de 900 000 €, résultat des économies imposées aux associations et écoles, associées à l'extinction des éclairages nocturnes. Les charges en personnel ont été de 167 000 € inférieures au budget prévisionnel. C'est le chapitre le plus impacté par les efforts imposés. Bref, appliquant une austérité stricte, la gestion communale a dégagé un solde positif conséquent.

Nous savons que la recherche d'économie sur tous les postes de dépenses touche assez vite ses limites. L'étape suivante, dans un choix libéral, serait de faire disparaître des services et offres municipaux. S'il fallait agir sur les dépenses, cela aurait pu se faire de manière plus douce et ciblée. Comme nous l'avions demandé, les financements des aides pour le scolaire auraient pu ne pas être impactés (les résultats le montrent).

Les recettes restent très limitées. Les marges de manœuvre sont faibles. La situation financière, si elle reste délicate, n'est pas encore contrainte. Elle va être tributaire de la politique de l'État : va-t-il de nouveau diminuer ses aides aux communes, laissant la fiscalité communale financer seule les politiques publiques locales ?

Au vu des taux appliqués à la commune, il paraît inconcevable d'augmenter les taxes d'habitation et foncières, beaucoup de fonsorbais ayant du mal à finir les fins de mois. Une hausse des impôts locaux accentuerait ces difficultés. Elle ne peut pas être envisagée.

Ce résultat 2015 peut permettre d'avoir recours à l'emprunt qui, en regard du budget de la commune, amènerait d'autres difficultés. Si la commune relance des investissements, qui sont nécessaires, nous savons que la capacité financière de maintenir en l'état ou de mettre aux normes les biens communaux est pour l'instant très faible. Nous restons une commune pauvre qui risque de voir ses infrastructures en souffrir.

L'augmentation prévisible de la population par le biais des nouvelles constructions va entraîner une hausse des recettes, mais elle semble d'ores et déjà insuffisante car la population supplémentaire va impliquer de nouveaux besoins à financer.

La municipalité engage un réel effort pour le développement de l'implantation d'activités économiques, mais il sera limité par le foncier disponible.

La majorité municipale a donc agi par une politique d'austérité, avec un effort sur des investissements depuis trop longtemps nécessaires.

Les notions de développement durable et d'économie solidaire amènent de nouvelles approches de gestion qui pourraient être explorées. Pour nous, tout investissement doit s'inscrire dans ces logiques que nous retrouvons dans les préconisations de l'agenda 21.

Fidèle à notre ligne, nous critiquons et interrogeons, tout en faisant systématiquement des propositions. Ainsi nous avons demandé la majoration de la taxe d'aménagement, impôt dont doit s'acquitter un promoteur réalisant un programme immobilier. Les recettes ainsi dégagées permettraient de financer des infrastructures nouvelles. Il est normal que les promoteurs, qui tirent profit de leurs constructions, reversent une part pour l'intérêt général. Cela se fait ailleurs, sans accroître le prix des réalisations pour les habitants. Et cela présente l'avantage de ne plus avoir de promoteurs qui promettent et dont on attend toujours les aménagements annoncés. Par contre, cela nécessite une capacité de négociation forte.

La majorité doit étudier cette proposition, qui nous paraît plus juste que la suppression de l'exonération sur 2 ou 3 ans de la taxe foncière pour les nouveaux arrivants qu'elle a fait adopter en 2015.

A suivre...

La Salle du Trépadé

Voici le courriel envoyé à tous les élus le 12 décembre 2015 :

Bonjour
Lors des commissions Culture et Urbanisme, le projet encore provisoire de l'aménagement de la salle Du Trépadé nous a été présenté. Le local du Comité des Fêtes serait déplacé et modifié. Monsieur C. adjoint municipal nous a indiqué que les responsables du comité des fêtes étaient d'accord avec ces modifications.
Renseignements pris, cela ne semble pas exact, et cela entraîne même quelques remous.
Mercredi 9/12, j'ai évoqué cela avec M. L conseiller à l'urbanisme et Me G Directrice de l'urbanisme en demandant une autre concertation.
Je ne voudrai pas que nous ayons à gérer un autre épisode tel que celui des stèles.
Le comité des fêtes a une place importante dans la vie de la commune. Il est nécessaire de le préserver et de le soutenir.
J'espère qu'une autre réflexion avec l'ensemble du bureau du comité des fêtes pourra être menée avant toute décision.
Vous remerciant, Cordialement
Jean Claude PILET

Et en janvier 2016, une réelle concertation a pu s'engager, aboutissant à un projet d'aménagement convenant à tous et bien loin de celui annoncé au départ. Les travaux devraient démarrer en juillet de cette année.

AFO et service municipal des sports

Dès son élection, la nouvelle équipe municipale a décidé de supprimer l'Avenir Fonsorbais Omnisport (AFO) et voulait le remplacer par une nouvelle association « office municipal des sports ».

Nous avons tout de suite exprimé que la meilleure solution serait de créer un service municipal des sports. Nous avons été dédaigné et moqué. Pourtant, deux ans après, la majorité municipale décide de le mettre en place.

Nous nous en félicitons, mais nous regrettons le temps perdu, en soulignant encore une fois l'absence de réflexion dans la construction d'un projet. Cela est difficile à admettre pour une commune de 12 000 habitants et la 13^e ville du département.

Toutefois, nous reconnaissons le mérite de changer d'orientation en voyant que le choix initial n'était pas adapté.

CARTONS ROUGES – On n'aime pas...

Arrêtons de revenir sans cesse sur la tarification des salles municipales, illustrant une majorité sans réflexion globale, réagissant au coup par coup.

Non au sous-titre de la CAM, à savoir « l'axe sud toulousain », qui ne correspond pas à la réalité de l'ensemble des communes de l'agglomération mais à la seule situation de Muret.

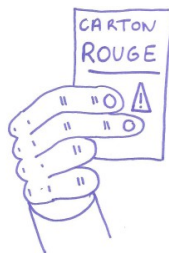
Nous sommes contre le nouveau régime indemnitaire du personnel communal, qui entraîne une part variable de la rémunération. C'est une décision idéologique qui ne tient pas compte des nombreux rapports et études indiquant que, dans le service public, ses impacts sont néfastes.

Stop à l'augmentation de l'implantation de panneaux publicitaires.

On n'aime pas la modification du fonctionnement de la navette municipale.

Des réalisations anticipées avant leur adoption en conseil municipal, mettant la commune dans une situation irrégulière par rapport au cadre légal.

Non à ce qui se passe autour de l'agglomération du Muretain, bien loin des notions de démocratie, de transparence et d'implication citoyenne (cf. article suivant).



Quelques CARTONS VERTS aussi – On aime...

La soirée organisée pour les entreprises et commerçants, qui a permis de créer du lien et d'envisager un développement nécessaire pour la commune.

Comme nous le demandons depuis deux ans, l'aide à la scolarité pour les enfants handicapés est portée de 30 à 60 € par enfant et par an, soit un surcoût annuel de seulement 150 euros.

L'installation de bancs et de poubelles dans la commune.

La recherche systématique de subventions.



L'Intercommunalité

La région a lancé une concertation autour de son futur nom. Cette démarche est un peu maladroite et confuse, mais elle a le mérite d'exister. Ce n'est pas le cas de la Communauté d'Agglomération du Muretain (CAM) qui, en catimini, a modifié son nom et son logo. Pour nous, il y a d'autres priorités et d'autres façons de procéder.

Et donc, la CAM devient le Muretain. Au moins c'est clair : nous savons autour de qui les actions vont tourner, et on est loin de la logique de territoire.

Si, en décembre, il ne devait pas y avoir de modification dans le périmètre de la CAM, et bien en mars, changement total. En une seule rencontre à la préfecture, il est décidé de regrouper les communautés de communes d'Axe sud, des Côteaux du Saves et de l'Aussonnelle et la CAM. En fait, les deux premières se voient imposer leur entrée dans cette nouvelle agglo, comme cela est arrivé à Fonsorbes quand le préfet a rattaché notre commune à la CAM. « *Bien sûr, c'est pour faire une vraie politique de territoire, concertée, qui soit au-dessus de l'intérêt communal* » disent-ils. Mais déjà les communes de la CAM veulent imposer leurs choix et perspectives aux nouveaux arrivants, dans un discours bien peu courtois et un brin méprisant : « *c'est à prendre ou à laisser* », « *ce n'est pas open bar* » (cf CM du 13 avril).

La démocratie transparait partout dans ce projet. D'ailleurs, vous avez tous été informés et consultés, n'est-ce pas ?... À ce jour, selon nos sources, Madame la Maire de Lamasquère a informé par lettre ses administrés, et la Mairie de Seysses a organisé une réunion publique d'information. Il faut les en féliciter. La majorité de Fonsorbes, qui se targue de faire du participatif et de l'implication citoyenne, pourrait s'en inspirer. Nous voyons que tous ces beaux discours ne sont, pour une majorité d'élus, que marketing politique. Cela ne correspond en rien à une réelle volonté.

La nouvelle entité comprendra 27 communes et plus de 120 000 habitants. Les compétences ne sont pas encore définies, ni les incidences budgétaires. Cela doit être fait dans les mois qui viennent. Nous serons très attentifs et vous transmettrons les informations.

Pour ceux qui croyaient que la suppression du « mille feuilles français » consistait à supprimer des instances, ils avaient mal compris, comme nous. En fait, il s'agit de concentrer les collectivités (communes, agglomérations) en éloignant les élus des citoyens.

Nous dénonçons ces pratiques politiciennes d'un autre temps, celui où les seigneurs se partageaient les territoires. Cela ne correspond en rien aux besoins de modernisation dont notre pays a besoin, et nous craignons que l'intérêt général soit sacrifié par le bal des courtisans voulant s'approprier quelques fauteuils.

Ne pas jeter sur la voie publique. Imprimé par nos soins

Rdv à prévoir:

Réunion Quartier Bidot,
petite salle Bidot, le 10 mai

Prochaines réunions
AFDG-OT, salle Duffaut,
les 3 mai et 7 juin



Pour nous joindre ou nous rejoindre, c'est simple comme bonjour...

- Au marché le samedi matin les membres du groupe FONSORBES L'HUMAIN D'ABORD vous accueilleront avec joie !
- Vous pouvez aussi contacter Jean-Claude Pilet, notre conseiller municipal, lors d'un prochain conseil municipal
- Par internet :
 - 1 - Sur notre blog : <http://fonsorbes.afdgot.fr>
 - 2 - Par mail : contact.fonsorbes@afdgot.fr
 - 3 - Sur facebook :
<http://www.facebook.com/fonsorbeslhumaindabord>

Brèves

- Face à la progression du vote FN sur notre commune, nous avons initié une rencontre entre les différents groupes composant le conseil municipal pour en débattre. Il ne s'agit pas de construire un front républicain, mais de réfléchir à nos responsabilités respectives et peut-être de déboucher sur des initiatives publiques. A suivre...

- Citoyenneté 2000 évoque notre choix de voter contre la délibération sur la renégociation du prêt Dexia. Nous vous renvoyons vers le procès verbal du CM du 29/10/2014, pour lire notre argumentaire, dont celui indiquant que les compensations ne paraissaient pas suffisantes.

**ON VOUS ATTEND...
ALORS VENEZ NOUS RENCONTRER !!!**

Vous pouvez également nous aider financièrement :
règlement par chèque à l'ordre des
« Ami-e-s du Front de Gauche de l'Ouest Toulousain »
ou
« AFDG- OT ».